Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, un patrimoine évolutif et vivant

Entre conservation et évolution, enjeux et nouveau paradigme pour les
projets d'architecture

*The Nord-Pas-de-Calais Mining Basin, an Evolving and Living Heritage: Between
preservation, evolution, challenges and new paradigms for architectural design
projects*

Philippe Prost et Lucas Monsaingeon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/craup/3786>

DOI : 10.4000/craup.3786

ISSN : 2606-7498

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Philippe Prost et Lucas Monsaingeon, « Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, un patrimoine évolutif et vivant », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 7 | 2020, mis en ligne le 30 juin 2020, consulté le 21 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/craup/3786> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.3786>

Ce document a été généré automatiquement le 21 décembre 2020.

Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, un patrimoine évolutif et vivant

Entre conservation et évolution, enjeux et nouveau paradigme pour les projets d'architecture

The Nord-Pas-de-Calais Mining Basin, an Evolving and Living Heritage: Between preservation, evolution, challenges and new paradigms for architectural design projects

Philippe Prost et Lucas Monsaingeon

NOTE DE L'AUTEUR

Ce travail a bénéficié du soutien de l'EUR Humanités, Création, Patrimoine, Investissement d'Avenir ANR-17-EURE-0021, ainsi que du soutien de la Caisse des Dépôts dans le cadre du mécénat à la recherche en architecture et en paysage.

« J'ai cherché une mine où aller. Une mine active, bruyante et peuplée – et non un bassin industriel désactivé, recyclé en patrimoine muséal témoignant d'un passé, archivant une histoire humaine. »

Maylis De Kerangal, *Kiruna*, 2019, p. 1.

- ¹ Cet article porte un regard rétroactif sur les expériences opérationnelles que nous avons développées sur le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais depuis plusieurs années dans le domaine de l'urbanisme, de l'architecture et du patrimoine. S'inscrivant dans un parcours de recherche mené au sein de l'Atelier d'Architecture Philippe Prost (AAPP)¹, il est en grande partie issu d'une recherche-action commanditée en 2017 par la Mission Bassin Minier (MBM)², gestionnaire du bien³ inscrit au patrimoine mondial de

l'humanité, sur l'identification des pressions urbaines et la protection de sa valeur universelle exceptionnelle (VUE)⁴.

- 2 L'objet principal de l'article est de rendre compte des résultats de cette recherche-action : en termes méthodologiques, en revenant sur une approche descriptive qui, croisant des aspects réglementaires, typo-morphologiques et statistiques, permet d'affiner la connaissance des caractéristiques architecturales et urbaines du bien inscrit par l'Unesco et ainsi de mieux identifier les enjeux d'intervention ; en termes opérationnels, en revenant sur l'élaboration d'un référentiel partagé à portée projectuelle pour intervenir sur le patrimoine minier, entre préservation et évolution.

Le bassin minier, un territoire entre conservation et évolution

- 3 Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais correspond à la partie française du filon qui court de l'Angleterre à l'Allemagne en passant par la Belgique. Implanté sur ce qui était autrefois une vaste plaine agricole, il abrite une population d'1,2 million d'habitants sur 1 200 kilomètres carrés et 120 kilomètres de long. Ce territoire se caractérise aujourd'hui par un paysage et une architecture résultant de deux siècles d'exploitation intensive du charbon. Il est composé d'infrastructures (canaux, chemins de fer), de sites néo-naturels (terrils, étangs d'affaissement), d'un patrimoine industriel lié à l'extraction (carreaux de fosses, chevalements), mais aussi d'une série d'équipements (sièges des compagnies, châteaux des dirigeants, églises, écoles, gares, hôtels de ville, hôpitaux, etc.) et, à très grande échelle, d'un habitat ouvrier caractéristique (corons, cités jardins, cités modernes).
- 4 Depuis la fin de l'activité minière dans le dernier tiers du XX^e siècle, ce territoire subit une mutation à fort impact social, architectural et urbain, à l'origine de tensions entre volonté d'effacement de la mémoire minière et tentation de survalorisation des restes miniers⁵. C'est dans ce contexte qu'en 2012 le bassin minier a été inscrit au patrimoine mondial par l'Unesco en tant que « paysage culturel évolutif vivant », un vaste ensemble articulant l'échelle du territoire, du tissu urbain et de l'édifice.

Figure 1. Vue aérienne d'un paysage archétypal du bassin minier : fosse 11-19 à Loos-en-Gohelle.

Crédit : Philippe Frutier-Altimage

Extension du champ patrimonial

- 5 Cette inscription intervient dans le contexte d'une « inflation patrimoniale⁶ » constatée depuis plusieurs décennies dans le monde entier. En France, un double mouvement s'exprime depuis les années 1980 dans les politiques patrimoniales nationales⁷ : d'un côté une mondialisation du patrimoine reliée aux exigences d'universalité de l'Unesco, et de l'autre l'émergence d'un paradigme localiste et régional⁸ avec la reconnaissance des pratiques d'abord rurales (arts et traditions populaires, écomusées...) puis urbaines (zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, villes et pays d'art et d'histoire...). À l'échelle mondiale, une surface de plus en plus importante fait l'objet d'une protection patrimoniale (plus de 12 % de la surface du globe en 2010⁹) sous la forme de sites naturels, de jardins et d'ensembles urbains, tandis que l'âge moyen des éléments protégés s'est réduit de plusieurs siècles à quelques décennies, voire années. Ce phénomène d'extension du champ patrimonial oblige les maîtres d'œuvres et acteurs du territoire à repenser le patrimoine comme une nouvelle ressource de projet et de développement territorial.
- 6 À cet égard, les plus de 4 000 hectares et 28 000 bâtiments du bassin minier inscrits par l'Unesco ont porté la question patrimoniale et architecturale à une échelle et sur un terrain rarement abordés. La forte présence de l'habitat minier en particulier, petit patrimoine vernaculaire, vivant et habité, interroge sur la compatibilité du processus de conservation qui vise à arrêter le temps, avec la nécessaire adaptation inhérente au fait de l'habiter¹⁰. Un paradoxe apparent, dont la résolution n'est possible que par le biais d'un projet architectural fin et adapté, à même de concilier patrimoine et création, préservation de l'histoire et projection dans le futur.

Un patrimoine culturel, évolutif et vivant

- 7 Le bassin minier constitue au regard de la terminologie Unesco un *paysage culturel exceptionnel*, c'est-à-dire une œuvre conjuguée de l'homme et de la nature façonnée par plusieurs siècles d'exploitation industrielle, et *essentiellement évolutif*, s'agissant d'un territoire-palimpseste qui n'a cessé de se transformer sur lui-même, à commencer par les bouleversements apportés par la mine au paysage rural dans lequel il s'insère mais qu'il ne fait pas disparaître pour autant¹¹.
- 8 Enfin, le bassin minier a été reconnu comme *paysage vivant*, par opposition à la catégorie des *paysages reliques* comme le site industriel minier figé de Blaenavon au Pays de Galles. En effet le paysage et l'architecture du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais ne constituent pas seulement le témoignage d'une activité révolue, mais sont aussi le support d'une transition énergétique et territoriale à l'œuvre. À la différence d'autres paysages culturels inscrits en France, essentiellement viticoles et encore actifs comme le Val-de-Loire, la juridiction de Saint-Émilion, les coteaux de Champagne ou les climats de Bourgogne, l'arrêt définitif de toute extraction minière depuis les années 1990 nous conduit à lire différemment la notion de patrimoine vivant : non plus comme outil d'encadrement pour faire perdurer une activité historique structurelle, mais comme support pour inventer une nouvelle activité et un nouveau mode de vie. La candidature Unesco a été pensée depuis le début comme une force de résilience pour le territoire plutôt que comme une contrainte muséale à vocation historico-touristique.

Figure 2. Réhabilitation de la Cité des électriciens à Bruay-La-Buissière en 2019, un exemple de patrimoine vivant où culture, tourisme et habitat social sont imbriqués - AAPP architectes

Crédit photo : Julien Lanoo

Approche réglementaire et domaniale : entre contrôle et accompagnement volontaire

- 9 En amont de l'inscription au patrimoine mondial de l'humanité, les services de l'État ont procédé dès 2010 à la protection de certains édifices et ensembles miniers remarquables au titre des monuments historiques, puis en 2016 à la protection de la chaîne des terrils au titre de site classé. Cependant, ces protections au titre du Code du patrimoine ou de l'environnement ne couvrent à ce jour qu'une petite partie du bien Unesco¹² – sans parler même de la zone tampon (fig. 3 et 4).

Figure 3. Schéma des différentes réglementations patrimoniales et environnementales françaises applicables au sein du bassin minier.

AAPP

- 10 Une grande partie des interventions sur le bien Unesco échappent donc au contrôle des services déconcentrés de l'État, habitués à exercer une forte tutelle sur le patrimoine national. De ce décalage institutionnel d'abord vécu comme un manque est née une dynamique de veille et d'accompagnement à plus grande échelle réunissant tous les acteurs du territoire : collectivités¹³, associations et particuliers.

Figure 4. Diagrammes d'analyse des protections des éléments du bien en fonction des typologies et des réglementations.

AAPP, d'après données MBM.

- 11 Au sein du bien Unesco, les propriétaires se répartissent en quatre catégories : les propriétaires publics (État, région, département, communautés d'agglomérations ou communes, établissement public foncier, SNCF, etc.), les bailleurs sociaux historiques (Maisons & Cités et SIA Habitat, propriétaires de plus de 100 000 logements dans les Hauts-de-France), les propriétaires parapublics (associations diocésaines, hospitalières et la caisses régionales de sécurité sociale dans les mines) et les propriétaires privés individuels.
- 12 Outre les fosses et équipements qui ont pu être bradés à des propriétaires privés à la fin de l'exploitation, les bailleurs ont vendu au fil des années et vendent encore certaines maisons aux occupants. Au sein d'une même cité, certaines maisons appartiennent aujourd'hui aux bailleurs et d'autres à des particuliers, ce qui pose évidemment un souci de périmètre d'intervention lors des projets de réhabilitation, et donc *in fine* de cohérence et d'homogénéité de traitement¹⁴.

La recherche d'un nouveau paradigme

- 13 En 2015, alors que la liesse de la reconnaissance Unesco est encore fraîche parmi les acteurs, un premier cas concret vient confronter le plan de gestion aux projets d'aménagements à l'œuvre. À Houdain, le bailleur social Maisons & Cités met en œuvre un projet de rénovation de cité minière (projet commencé avant 2012, et dont les porteurs de la candidature n'avaient pas connaissance) qui comprend la démolition de 40 logements inscrits au patrimoine mondial. La Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) des Hauts-de-France et la MBM, sans prise sur le projet, s'émeuvent alors des conséquences potentielles auprès de l'Unesco, à savoir une vigilance renforcée pouvant conduire à la désinscription de l'ensemble du bien¹⁵. Les inspecteurs généraux des patrimoines Dominique Masson et Olivier Poisson, dépêchés sur place, ont dressé un tableau de la situation dans leur rapport de mission :

Il est parfaitement admissible, dans le cadre d'un paysage évolutif, de faire évoluer ce type de bâti [...]. Cependant il faut agir avec cohérence, et surtout, dans la démarche de projet, épuiser au préalable toutes les solutions permettant, sinon de conserver intégralement les constructions existantes, du moins de préserver celles-ci dans leurs qualités essentielles.

- 14 En conclusion, ils posent les bases d'une doctrine propre au bassin minier, pour lequel la démarche urbaine, dans un tel site, ne repose pas sur un paradigme de conservation pour la conservation. Elle repose sur un paradigme de qualité et de cohérence du paysage urbain¹⁶.
- 15 Cette interrogation sur l'inadaptation du « paradigme de conservation » en vigueur ont conduit la MBM et la DRAC à lancer en 2017 une étude sur « les pressions urbaines et la protection de la Valeur universelle exceptionnelle (VUE) du bassin minier inscrit au patrimoine mondial », confiée aux auteurs du présent article, dont les résultats opérationnels sont présentés et développés ci-après.

Figure 5. Vue de la cité reconstruite à Houdain en 2017.

AAPP

Échelle, typologie et valeurs du patrimoine minier

Contexte et méthode de la recherche-action

- 16 Le cahier des charges rédigé par la MBM posait la problématique de l'évolution de ce patrimoine tout en préservant sa VUE. et prenait acte de la nécessité d'une étude afin de fournir aux gestionnaires de l'inscription (État et MBM), aux propriétaires et gestionnaires du bien (collectivités, bailleurs, particuliers) et aux acteurs de l'aménagement et du développement (architectes, urbanistes et paysagistes, bureaux d'études techniques, aménageurs, maîtres d'ouvrages privés, chambres consulaires...), un référentiel commun définissant les orientations à encourager et à proscrire en termes d'évolution urbaine dans le bien patrimoine mondial¹⁷.

Figure 6. Vue d'un des ateliers participatifs organisés à la MBM en 2018.

AAPP

- 17 Pour construire ce référentiel partagé, la première phase a consisté en un récolement des études et données existantes sur le bassin minier, et particulièrement de la littérature « grise » technique (dossier de classement au patrimoine mondial, guides et cahiers techniques, etc.) et administrative (rapports interministériels, courriers et notes de la préfecture de région, du ministère de la Culture, etc.). Il en est ressorti que la connaissance globale du patrimoine minier et l'appréhension des problématiques paysagères¹⁸ et de réhabilitation architecturale¹⁹ étaient relativement bonnes, grâce notamment au travail de la MBM et de la DRAC. En revanche, l'appréhension et les outils pour aborder l'échelle intermédiaire entre le territoire et l'architecture manquaient en 2017 : une échelle adaptée à la cohérence des quartiers miniers, des espaces publics et des jardins, des volumétries, implantations et extensions des bâtiments.
- 18 En parallèle, un travail de terrain a été organisé dès le démarrage de l'étude avec les nombreux partenaires de la MBM, notamment les architectes des Bâtiments de France, pour arpenter le territoire et évaluer la nature des pressions sur la base de cas concrets.
- 19 Par ailleurs, des entretiens ont été organisés tout au long de l'étude avec un panel de 85 personnes, ayant toutes un lien professionnel ou personnel avec le bassin minier²⁰. Les entretiens se sont déroulés en deux temps : une première approche non directive sur le ressenti des participants vis-à-vis de l'inscription Unesco, puis une seconde semi directive adossée à un support cartographique pour le recensement des impacts et pressions sur le bien, travail qui a permis d'aboutir à une cartographie dynamique des projets en cours. Enfin, trois ateliers collaboratifs ont rythmé l'étude, en invitant étudiants, habitants, architectes, techniciens et élus à aborder la problématique de manière ouverte et transversale, sous un angle plus spontané et à travers une mise en situation collective.

Quelle échelle pour l'intervention architecturale ?

- 20 L'inscription du bien Unesco repose sur une nomenclature distinguant « objets » et « éléments » : 353 objets (terrils, fosses, cités minières...) ont d'abord été répertoriés et identifiés, puis regroupés en 109 éléments. Le rattachement des objets aux éléments est établi sur le seul critère de continuité physique et foncière : ainsi deux objets liés historiquement mais séparés par une voie peuvent se voir rangés dans deux éléments différents, tandis que deux objets sans rapport peuvent participer d'un même élément si leurs parcelles se touchent.
- 21 Pour pallier les imprécisions de cette nomenclature, qui ne permet pas une approche architecturale et urbaine adéquate du patrimoine minier, nous avons ainsi proposé de définir deux échelles supplémentaires pour caractériser le bien plus finement : d'un côté l'unité urbaine formée par les « quartiers miniers », en nous basant sur une étude préalable de la MBM de 2008²¹, de l'autre les « composants » élémentaires : chevalements, immeubles, maisons, etc. Certains « objets » du bien Unesco peuvent ainsi être constitués de très nombreux « composants », comme la cité Nouméa qui regroupe à elle seule 1185 logements.

Figure 7. Tableau de caractérisation du bien Unesco selon les échelles et les typologies.

AAPP

- 22 Aucun des éléments du bassin minier n'aurait pu justifier de son inscription au patrimoine mondial de l'humanité pris de façon isolée, c'est la cohérence de l'ensemble qui l'a justifié et permis. C'est donc à l'échelle d'ensemble que la VUE doit être appréciée dans le cadre de tout projet d'intervention, et il paraît impossible de juger de l'impact sur la VUE de la démolition d'un composant isolé sans une double évaluation à l'échelle du quartier et du bien : telle maison participe-t-elle d'une composition urbaine plus large (alignement, front urbain...) ? Bloque-t-elle ou ouvre-t-elle un cône de

visibilité vers les terrils et les fosses voisines ? S'agit-il d'un élément remarquable et unique à l'échelle du bien Unesco ?

- 23 Les « composants » les plus rares doivent faire notamment l'objet d'une plus grande attention pour garder un témoignage de la diversité du bassin minier, certaines typologies étant moins représentées que d'autres en fonction du type architectural, du système constructif, de l'ancienneté ou de la compagnie minière. À titre d'exemple, le seul spécimen inscrit de *camus haut* (procédé de préfabrication lourde destinée au petit habitat collectif, du nom de son concepteur) constitue un témoin historique unique de la diversité des typologies constructives au cours du temps, malgré sa valeur artistique discutable.

Caractérisation typologique et détermination des valeurs patrimoniales

- 24 L'exploitation des bases de données de la MBM a permis de révéler plus finement la composition du bien Unesco. Les « objets » et « composants » ont été classés en quatre catégories : sites néonaturels (terrils, étangs d'affaissement...), édifices techniques (fosses, chevalements...), équipements (mairies, gares, écoles...) et habitat (corons, cités pavillonnaires, cités jardins et cités modernes...)²².
- 25 D'un point de vue statistique, les 353 « objets » se répartissent de façon à peu près équitable entre ces quatre catégories ; en revanche en termes de « composants », l'habitat représente à lui seul plus de 99 % du bâti. La question du logement dans le bassin minier, patrimoine vécu et habité, constitue bien l'enjeu central d'une approche patrimoniale évolutive et vivante réussie du bassin minier. À l'inverse, puisque les trois autres catégories conjuguées représentent moins de 1 % des « composants », leur rareté même implique de préserver et valoriser ce patrimoine plus technique et symbolique.

Figure 8. Répartition typologique du bien Unesco par nombre d'objets et de composants.

AAPP d'après données MBM.

- 26 Du point de vue des valeurs patrimoniales, le bien Unesco regroupe des éléments de nature très différente, comme des monuments commémoratifs ou de simples habitations. Les valeurs patrimoniales, telles que définies par Aloïs Riegl dans un texte de 1903 qui n'a rien perdu de son actualité²³, sont liées à la nature des éléments eux-mêmes et en grande partie au regard que l'on porte sur eux, comme l'a démontré Françoise Choay²⁴. Elles sont donc une aide, un support à la réflexion pour mener des projets de conservation et de transformation en privilégiant les valeurs d'ancienneté, d'histoire, d'art ou d'usage. Ce terme de valeur patrimoniale est toutefois à manier avec précaution car il recoupe des notions très différentes selon les interlocuteurs et les définitions²⁵, et peut conduire à une distinction contestable entre patrimoine « noble » et « secondaire ».

La discrétisation du patrimoine : de la treille minière à l'archipel rouge

- 27 La cartographie des éléments inscrits au patrimoine mondial de l'humanité révèle leur caractère discret découlant de la discontinuité du tissu minier (cavaliers et réseaux mis à part). En effet les 109 « éléments », délimités à la parcelle près pour la candidature Unesco, sont autant de confettis patrimoniaux, de fragments de territoire séparés les uns des autres par des espaces agricoles, techniques ou urbains²⁶. En cela, ils sont révélateurs du système spatial cloisonné et concurrentiel mis en place par les compagnies minières puis par Charbonnages de France lors de l'exploitation, tel que décrit par Baudelle²⁷. Si le concept de treille minière se révèle opérant pour décrire ce système paysager et urbain, où « à l'instar d'une vigne, le bassin minier se compose de tiges, formées par les cavaliers, de feuilles, que sont les terrils, et de grappes représentant les cités minières²⁸ », l'éclatement des éléments patrimoniaux produit de fait un archipel d'éléments architecturaux, flottant au milieu d'une mer de territoires peu qualifiés, victimes des pressions urbaines environnantes. La notion englobante de « zone tampon » accompagnant le bien Unesco est un premier outil pour relier et donner une perspective à ces éléments isolés, mais elle s'avère dans les faits difficilement gérable compte-tenu notamment de son étendue (18 804 hectares).

Figure 9. Extrait de la cartographie du bassin minier faisant ressortir les éléments inscrits à l'UNESCO.

AAPP

- 28 De la même manière que le paysagiste Michel Desvigne, par le biais d'une chaîne des parcs et d'un emboîtement des échelles, a proposé de transformer « l'archipel noir » du bassin minier en un « archipel vert²⁹ », on pourrait parler d'un « archipel rouge » pour le patrimoine bâti du bassin minier, très largement construit en briques. L'insularité de ces éléments miniers confirme que les enjeux de reconnexion et de mobilité sont au cœur du projet de réparation de ce territoire. L'étendue du bassin minier et son morcellement historique, lié aux compagnies, rendent également difficile l'appropriation de ce patrimoine par les habitants dans sa globalité et sa richesse : en visitant un site par jour, il faudrait près d'une année complète pour avoir vu l'ensemble des objets du bien Unesco.

Des pressions aux évolutions : intervenir aujourd'hui dans le bassin minier

Quel héritage transmettre aux générations futures ? Cycles et temporalités

- 29 Comme pour tout patrimoine, la question principale du bien Unesco du bassin minier est de savoir ce que les générations actuelles veulent transmettre aux générations futures : le terme *heritage* utilisé par les Anglais, et emprunté à la langue française, rappelle bien l'origine de la notion. Alors que l'inscription au patrimoine mondial est encore souvent perçue comme subie par les habitants du territoire, comment décider de ce qui, au-delà des monuments historiques, constitue l'identité culturelle du bassin minier et fait patrimoine pour ses habitants ?

- 30 Une première voie consiste à hiérarchiser et à distinguer, parmi les milliers de « composants » du bassin minier, ceux qui sont porteurs d'une valeur commémorative forte, et doivent être conservés comme témoignage d'une activité et d'une vie révolues : les cinq grands sites de mémoire à vocation muséale et l'ensemble des monuments commémoratifs (monument à la découverte du charbon, monument aux victimes de la catastrophe de Courrières ...).
- 31 Une seconde voie consiste à identifier les permanences structurales constitutives de l'identité au sein même de chaque « composant » : quels sont les éléments bâtis qui peuvent et doivent perdurer au-delà des adaptations normales, dont on peut espérer qu'ils seront toujours là dans deux cents ans ? Vivre et habiter dans un lieu patrimonial présuppose en effet un certain rapport à la fois à l'espace et au temps³⁰ selon des cycles qui se répètent mais aussi des horizons chronologiques différents, entre le temps long des bâtiments, celui des matériaux ou encore celui des usages et de l'alternance des saisons qui transforment les jardins chaque année. Dans les logements miniers par exemple, les menuiseries ont été changées de nombreuses fois au cours du temps, ce qui pose la question de la pertinence de la restauration d'une hypothétique menuiserie d'origine à petits bois. Il en va de même pour la couverture en tuile et tous les éléments d'étanchéité, ainsi que pour les aménagements intérieurs qui ont profondément évolué au cours des générations, les couches de papiers peints se recouvrant au rythme des modes et des habitants. À l'inverse, les tracés parcellaires et les maçonneries de brique sont capables de perdurer sur des temps bien plus longs ; ils sont donc des vecteurs privilégiés de la mémoire des lieux, garants de la transmission d'une forme architecturale et urbaine dans l'authenticité de ses matériaux et de ses mises en œuvre.
- 32 Enfin, le temps de l'action humaine apparaît également comme un cycle primordial (un mandat électoral, une génération, une vie...), garant du bon entretien et donc de la transmission du patrimoine à la génération suivante : sans occupation et intervention humaine, un bâtiment est condamné à une ruine inéluctable. D'ailleurs, avec la disparition prochaine des dernières générations de mineurs, le sens donné à la conservation de ces lieux est amené à changer. Les historiens l'ont noté, basculer de la mémoire vers l'histoire, c'est tourner la page de la commémoration pour « mettre en place une autre manière de l'être ensemble³¹ » qui doit encore trouver son expression architecturale et urbaine.

Figure 10. Schéma des différents cycles et temporalités à l'œuvre sur le territoire du bassin minier.

AAPP

La cohérence du tissu urbain : le type architectural et l'organisation urbaine

- 33 Le télescopage des échelles architecturale, urbaine et paysagère est une des caractéristiques fortes du système spatial minier. Dans les cités minières, le découpage parcellaire réglé, lié au système distributif et à l'organisation stricte de la vie minière (maison, jardin, potager, garage...), ainsi que la reproduction de types architecturaux par les compagnies minières, ont produit une très forte cohérence d'ensemble issue de la répétitivité. Alors que de nombreuses interventions de ces dernières décennies ont cherché à fragmenter et à diversifier l'architecture de ces ensembles pour les faire ressembler à des modèles urbains exogènes³², la reconnaissance patrimoniale du bassin minier peut être le point de départ d'un changement de regard. En valorisant la cohérence du tissu urbain et des types architecturaux, les projets peuvent être à la fois porteurs de mémoire, vecteurs d'identité et de qualité architecturale.

Figure 11. Vue aérienne de la cité du nouveau monde à Bruay-la-Buissière.

Philippe Frutier-Altimage

- 34 L'approche typo-morphologique³³ nous a paru opérante pour décrire le territoire du bassin minier en termes de formes urbaines (la substructure : la géologie, les plans de concessions, le tracé des voies et des cavaliers, le découpage parcellaire...) et de types architecturaux (la superstructure : volumétrie, fonctions, distributions, systèmes constructif et esthétique). L'étude fine de ces deux paramètres permet d'analyser le développement et les caractéristiques de ces ensembles pour concevoir un projet contemporain intégré dans son contexte, selon une logique de substitution progressive des éléments architecturaux.

Figure 12. Extraits de figures typo-morphologiques caractéristiques du bassin minier.

AAPP.

Des pressions aux évolutions

- 35 Plutôt que de chercher à identifier les pressions menaçant la VUE du bien Unesco³⁴, ce qui présuppose que toute intervention est une atteinte potentielle à l'intégrité du bien, nous avons préféré parler d'abord d'évolutions, pour en évaluer ensuite les conditions de compatibilité avec le maintien de la VUE (fig. 13). Parmi ces évolutions, la plupart s'avèrent compatibles, comme par exemple la reconversion de sites miniers en sites culturels, pédagogiques ou même industriels (exploitation du gaz de mine), la restructuration et requalification des logements miniers ou encore la reconversion de certains équipements en bureaux et services. Dans d'autres cas, ces évolutions peuvent venir altérer le patrimoine lui-même ou son cadre paysager et urbain : implantation de zones industrielles sur les parvis agricoles, démolition d'ensembles remarquables, lotissements et constructions neuves mal implantés. L'action combinée de ces évolutions devient alors une véritable menace pour la VUE du bassin minier.
- 36 Nous avons tenté de répertorier les évolutions possibles du bien, afin de pouvoir fixer les critères urbains et architecturaux de leur compatibilité : les grands projets d'aménagement du territoire (bus à haut niveau de service, réseau express Grand-Lille, zones franches...), l'urbanisme du quotidien (construction de lotissements neufs, extensions de bâtiments existants...), et enfin l'absence de projets pour un grand nombre de sites miniers, dont le délaissement conduit à la dégradation et à la disparition irrémédiables.
- 37 En s'appuyant sur les entretiens, les visites de site et sur les bases de données, l'étude a permis de préciser l'impact et la réalité de ces différentes évolutions en fonction du

type de patrimoine minier (par exemple, l'abandon pèse plus fortement sur les fosses minières que sur les équipements encore en service et plus facilement reconvertibles), et des spécificités économiques, géographiques et historiques de chacun des quatre grands territoires d'intercommunalités du bassin minier.

- 38 Par ailleurs il a été constaté lors des entretiens qu'un autre type de pressions *indirectes*, c'est-à-dire économiques, sociales ou culturelles, pesaient fortement sur le bien : la perte d'attractivité du territoire, la baisse démographique, la stigmatisation sociale du logement minier, le ressenti des habitants, la méconnaissance du bien et des ressorts de sa préservation, la vente dispersée de bâtiments, le manque d'informations et de compétences en architecture et en patrimoine parmi les services techniques, et surtout la faible valeur vénale des biens³⁵. Ces pressions plus culturelles et sociales forment la plupart du temps le terreau des pressions physiques *directes* susceptibles d'impacter à terme le bien. La question centrale est donc celle de la valeur de ce patrimoine, qu'elle soit vénale, culturelle ou mémorielle.

Une dynamique opérationnelle de projet

- 39 Dépasser la rédaction d'un règlement contraignant pour définir des orientations et recommandations de projet à vocation opérationnelle constituait un des enjeux de l'étude qui nous avait été confiée. Ces recommandations ont pris la forme d'une « boîte à outils » à destination des gestionnaires, élus et maîtres d'œuvres. Le tableau de caractérisation ci-après est une tentative de synoptique des évolutions susceptibles d'impacter les éléments du bien Unesco, pour définir un cadre pratique d'analyse et d'évaluation de leur compatibilité avec la VUE.

Figure 13. Tableau synthétique des évolutions et de leur compatibilité avec la VUE.

			Compatible avec le maintien de la V.U.E.	Conditions de compatibilité
Inactions	Délaissement	Par désintérêt (abandon) Par blocage et cumul de difficultés	NON	
Actions	Démolition de l'existant	Sans projet garanti	NON	
		Dans le cadre d'un projet valorisant le Bien	OUI SOUS RÉSERVE	En dernier recours seulement et suivant la démarche Eviter / réduire / Compenser. le projet devra garantir la cohérence du tissu urbain et le respect du caractère de l'ensemble
	Intervention sur l'existant	Entretien courant	OUI	
		Réaménagement, ravalement, modification des façades	OUI	L'intervention devra préserver et valoriser les qualités intrinsèques du bâti, ainsi que garantir la cohérence du tissu urbain. Elle ne devra pas provoquer de perte irréversible sur le Bien, être ambitieuse et rechercher la qualité.
	Construction neuve	Construction neuve adossée au bien (extensions)	OUI	L'implantation, l'échelle et la matérialité devra garantir la cohérence du tissu urbain et le respect du caractère de l'ensemble, et permettre la lisibilité de l'intervention.
		Construction neuve dans l'emprise du bien (densification)	OUI	Le projet devra garantir la cohérence du tissu urbain et le respect du caractère de l'ensemble, et permettre la lisibilité de l'intervention.
		Construction neuve en abord du bien	OUI	Le projet devra garantir la cohérence du tissu urbain et ne pas altérer la perception du bien.

AAPP

- 40 À partir des trois types d'action – démolition, intervention sur l'existant, construction neuve –, dont les conditions de réussite et de compatibilité avec la VUE ont été déterminées (fig. 13), des « postures de projet » ont été définies sur la base d'archétypes architecturaux (une fosse, une cité minière, un équipement), comme une façon de tester en laboratoire les évolutions possibles de ces sites. Pour chaque type, nous avons construit un modèle schématique, représenté en axonométrie (fig. 14), auquel nous avons fait subir une série d'évolutions et de transformations, aboutissant à différentes « postures » d'intervention. Le code graphique noir-jaune-rouge des ingénieurs militaires a été adopté pour représenter les transformations architecturales et urbaines des sites (gris = existant, noir = restauration soignée, rouge = construction neuve, jaune = démolition). Ces postures ont été déterminées collectivement lors d'ateliers réunissant une quinzaine d'acteurs du territoire, et se sont nourries également des nombreuses visites de site au cours de l'étude. Elles sont volontairement affirmées et différenciées. La réalité des situations de projet est évidemment plus nuancée, et rien n'empêche de combiner entre elles ces approches pour une mixité programmatique et une variation temporelle.

Fig.14 : Axonométries des types de postures de projet pour le cas d'une fosse et d'une cité minière.

AAPP

Poser les bases d'une veille patrimoniale adaptée

- 41 Enfin, la dernière phase de l'étude s'est attachée à poser les bases d'une veille patrimoniale adaptée à l'étendue du bien Unesco et à la multiplicité des acteurs. Parmi les outils imaginés, testés et proposés auprès des acteurs du territoire, quatre ont été retenus comme pertinents, et notamment pour un meilleur accompagnement des porteurs de projet, décrits brièvement ci-dessous :

- 42 - un tableau de bord synoptique, associé à une base de données cartographiques, administré par la MBM en lien avec ses partenaires. Il renseigne deux familles de champs complémentaires : d'une part l'état et l'évolution de chacun des « objets » du bien, et d'autre part les projets recensés sur le territoire susceptibles de les impacter ;
- une fiche de veille synthétique, à remplir en ligne par le porteur de projet et/ou par la collectivité en amont. Elle permet d'informer les gestionnaires de l'émergence d'un projet pouvant potentiellement impacter le bien, mais également d'informer en retour les porteurs de projet des ressources existantes historiques, cartographiques, réglementaires et méthodologiques ;
- une fiche d'instruction plus détaillée, à remplir par le porteur de projet ou son maître d'œuvre en accompagnement de la demande d'autorisation au titre du droit des sols. Elle sert de lien entre le porteur, les services de l'État et les instructeurs tout au long du processus. Elle renseigne sur l'état initial du site et de ses abords, précise les mesures prises par le porteur de projet pour protéger et valoriser la VUE et permet de préciser les partis-pris du projet (type d'intervention sur l'existant et constructions neuves, traitement des limites...). Elle est conçue sur la base d'une notice type PC4 exigée par le code de l'urbanisme dans le cadre d'une demande de permis de construire ;
- un guide *vade-mecum* à destination des porteurs de projet et des services instructeurs synthétisant de manière pédagogique les conclusions de l'étude, et illustré d'exemples et contre-exemples pour orienter le projet.
- 43 L'ensemble de ces éléments constitue le socle d'un référentiel partagé, en termes de connaissance du bien, de compréhension des enjeux et de méthodologie d'intervention.

Conclusion : conserver le patrimoine pour réparer le vivant

- 44 La dynamique à l'œuvre sur le territoire du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais depuis son inscription par l'Unesco au patrimoine mondial en 2012, montre que la reconnaissance patrimoniale peut être le point de départ d'un changement de regard, et devenir une force de résilience pour la réparation des territoires issus de l'exploitation industrielle intensive.
- 45 L'extension du champ patrimonial à grande échelle et l'inclusion d'un bâti vivant et habité en particulier ont conduit à dépasser le patrimoine comme outil de simple conservation du passé pour en faire une ressource de la transition territoriale à l'œuvre, tournée vers le futur. L'inadaptation du paradigme de conservation en vigueur laisse alors place à un paradigme de qualité et de cohérence du paysage urbain qui interroge directement les acteurs de l'aménagement. Par ailleurs, les limites du contrôle institutionnel et réglementaire sur ce patrimoine, vécues d'abord comme un manque, ont imposé la mise en place d'une nouvelle dynamique impliquant tous les acteurs du territoire : collectivités, associations et habitants.
- 46 La recherche-action dont cet article rend compte apporte des éléments de réponse à ces questionnements, à la croisée de plusieurs domaines : l'architecture, l'aménagement, le patrimoine, la sociologie. L'implication des acteurs du territoire et l'itération permanente entre une connaissance globale du bien confrontée à des situations de projets concrètes ont rendu opérationnels les résultats.

- 47 Sur le plan scientifique, la recherche a permis d'affiner la connaissance actuelle de l'ensemble patrimonial du bassin minier, et notamment des problématiques architecturales et des enjeux qui lui sont propre grâce à l'interprétation et à l'analyse des données : affiner la caractérisation statistique et typologique du bien, définir des échelles adaptées à sa description, mais aussi cartographier cet « archipel rouge » et interroger les valeurs qu'on lui prête (patrimoniales, culturelles, vénales...).
- 48 D'un point de vue méthodologique, elle a permis de mettre au point des outils pour accompagner les porteurs de projet et identifier ce qui fait patrimoine : des outils d'analyse qui s'appuient sur une approche typo-morphologique fine des ensembles pour identifier les permanences structurales, garantes de la cohérence de l'ensemble, et qui dressent un tableau croisé des évolutions et de leur compatibilité avec le bien. En mobilisant des processus et outils du projet architectural, ce travail illustre également un mode de recherche *par et pour* le projet, à l'articulation des domaines opérationnels et scientifiques.
- 49 Sans chercher à apporter une formule « clé en main » reproductible, cette recherche-action aura permis d'apporter localement des premiers éléments de réponse doctrinaux et méthodologiques qui n'étaient pas formulés clairement auparavant, pour que les projets soient porteurs de mémoire et vecteurs d'identité et de qualité architecturale. En posant ainsi les bases d'un référentiel partagé, son objectif était de répondre aux enjeux d'un processus plus apaisé et plus qualitatif de transformation du territoire pour les années à venir.

BIBLIOGRAPHIE

Raphaël Alessandri, « Le Bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais : une stratégie d'aménagement et de développement fondée sur la protection et la valorisation d'un paysage industriel inscrit sur la Liste du patrimoine de l'Unesco », dans Florence Hachez-Leroy (dir.), *Le patrimoine industriel au XXI^e siècle, nouveaux défis, Actes du congrès TICCIH Lille Région 2015*, CILAC, Paris, 2018, pp. 44-48.

Guy Baudelle, « Le bassin minier du Nord -Pas-de-Calais après le charbon ; la difficile gestion de l'héritage spatial », *Hommes et Terres du Nord*, « Le Pays Minier après la mine », vol. 1, n°1, 1994, pp. 3-12.

Georges Brunel, « La foire aux valeurs », *CeROArt* [En ligne], HS|juin 2015, [en ligne] <http://journals.openedition.org/ceroart/4639>, consulté le 17 nov. 2019.

Françoise Choay, *Le Patrimoine en questions. Anthologie pour un combat*, Paris, Seuil, 2009.

Caitlin DeSilvey, *Curated Decay: Heritage Beyond Saving*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2017.

Michel Desvigne, « Le nécessaire emboîtement des échelles », *Urbanisme* « Territoires phoenix, la preuve par Euralens », hors série n°68, mai 2019, p. 32.

Marion Fontaine, « Visible/invisible. Ce qui reste des mines », *Techniques&Culture* « Réparer le monde. Excès, reste et innovation » n°65-66, 2016, pp. 74-91.

Maria Gravari-Barbas, « Introduction générale », dans Maria Gravari-Barbas (dir.), *Habiter le patrimoine : Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, pp. 11-18.

Nathalie Heinich, *La Fabrique du patrimoine. « De la cathédrale à la petite cuillère »*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme (Ethnologie de la France), 2009.

Hélène Melin, « La mobilisation patrimoniale dans le Bassin Minier Nord-Pas-de-Calais, entre construction symbolique et développement local, Réflexion sur la temporalité et le patrimoine », dans Maria Gravari-Barbas (dir.), *Habiter le patrimoine : Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, pp. 581-598.

Nicolas Navarro, *Le patrimoine métamorphe : circulation et médiation du patrimoine urbain dans les villes et pays d'art et d'histoire*, thèse de doctorat Héritage culturel et muséologie, Université d'Avignon, 2015.

Pierre Nora, « L'ère de la commémoration », *Les lieux de mémoire*, t. III, *Les France*, Paris, Gallimard, 1992, pp. 977-1012.

Dominique Poulot, *Une histoire du patrimoine en Occident, XVIII^e-XXI^e siècle. Du monument aux valeurs*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006.

Philippe Prost, « La Cité des Électriciens, un projet pilote pour des enjeux régionaux », dans Florence Hachez-Leroy (dir.), *Le patrimoine industriel au XXI^e siècle, nouveaux défis*, Actes du congrès TICCIIH Lille Région 2015, CILAC, Paris, 2018, pp. 91-95.

Alois Riegl, *Der moderne Denkmalkultus. Sein Wesen und seine Entstehung*, Vienne-Leipzig, Braumüller, 1903 ; tr. fr. : *Le Culte moderne des monuments, son essence et sa genèse*, Paris, Seuil, 1984 ; *Le Culte moderne des monuments*, Paris, L'Harmattan, 2003.

NOTES

1. « Le Bassin minier, territoire à projets » projet de recherche en équipe soutenu par la Caisse des Dépôts (2018-2021), et thèse par le projet en cours de Lucas Monsaingeon, « Le Bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, patrimoine évolutif et vivant : enjeux et nouveaux paradigmes pour les projets d'architecture sur l'existant », voir [en ligne]<http://www.theses.fr/s228491>, consulté le 9 mai 2020.

2. La Mission bassin minier Nord-Pas-de-Calais (MBM) est une association loi 1901 qui intègre des représentants des différentes structures publiques (État, régions, départements, structures intercommunales) et des membres associés (Caisse des dépôts, parcs naturels régionaux). Elle a été créée en 2006 pour appuyer la mise en œuvre d'un programme global de restructuration urbaine, sociale, économique et écologique du bassin minier, et désignée en 2013 pour être la structure partenariale de gestion de l'inscription du bassin minier sur la liste du patrimoine mondial, en collaboration étroite avec les services de l'État.

3. Le « bien » désigne dans la terminologie de l'Unesco chacun des sites inscrits au patrimoine mondial. Dans notre cas, le bien Unesco désigne donc l'ensemble des éléments inscrits sur le territoire du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais.

4. Étude réalisée par les auteurs entre 2017 et 2019 au sein de l'AAPP, avec l'aide d'Héloïse Nouhaud (stagiaire) et de Thomas Plankeele (Blue Beaver, cotraitant en charge de la collecte des données auprès des acteurs et de l'organisation des ateliers participatifs) et en lien étroit avec les équipes de la MBM (Catherine Bertram, directrice, Raphaël Alessandri, directeur d'étude, avec

l'aide de Naïma Aziz et de Benjamin Vu Van), ainsi qu'avec les architectes des Bâtiments de France du Nord (Véronique Stievenart) et du Pas-de-Calais (Catherine Madoni avec Mathilde Harmand).

5. Marion Fontaine, « Visible/invisible. Ce qui reste des mines », *Techniques&Culture* « Réparer le monde. Excès, reste et innovation » n°65-66, 2016, pp. 74-91.

6. Nathalie Heinich, *La Fabrique du patrimoine. « De la cathédrale à la petite cuillère »*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme (Ethnologie de la France), 2009.

7. Dominique Poulot, *Une histoire du patrimoine en Occident, XVIII^e-XXI^e siècle. Du monument aux valeurs*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006.

8. Nicolas Navarro, *Le patrimoine métamorphe : circulation et médiation du patrimoine urbain dans les villes et pays d'art et d'histoire*, thèse de doctorat Héritage culturel et muséologie, Université d'Avignon, 2015.

9. OMA, exposition *Cronocaos* à la biennale de Venise 2010.

10. Maria Gravari-Barbas, *Introduction générale*, dans Maria Gravari-Barbas (dir.), *Habiter le patrimoine : Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, pp. 11-18 ; Raphaël Alessandri, « Le Bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais : une stratégie d'aménagement et de développement fondée sur la protection et la valorisation d'un paysage industriel inscrit sur la Liste du patrimoine de l'Unesco », dans Florence Hachez-Leroy (dir.), *Le patrimoine industriel au XXI^e siècle, nouveaux défis, Actes du congrès TICCIIH Lille Région 2015*, CILAC, Paris, 2018, pp. 44-48.

11. Marion Fontaine, « Visible/invisible. Ce qui reste des mines », *op. cit.*

12. L'inscription d'un site au patrimoine mondial par l'Unesco n'entraîne pas de protection automatique au titre de la loi française. En 2016, la Loi liberté de création, architecture et patrimoine a confié à l'État, en concertation avec les collectivités, la responsabilité de la préservation des biens inscrits au patrimoine mondial en France ; mais aucun outil réglementaire ou opérationnel n'a été mis en œuvre pour en permettre l'application effective.

13. La préservation du patrimoine minier peut s'exercer dans les documents d'urbanisme des collectivités (plan locaux d'urbanisme communaux et intercommunautaires). C'est également une opportunité pour impliquer élus et habitants, rappeler qu'ils ont un véritable rôle à jouer pour se saisir de la question patrimoniale et lui donner du sens à l'échelle locale.

14. Pour sensibiliser les propriétaires et occupants, la MBM a édité à leur attention un guide des bonnes pratiques : *Des travaux pour ma maison des mines. Guide à l'usage des propriétaires de maisons dans le bassin minier patrimoine mondial*, 2018, [en ligne] <http://www.bassinminier-patrimoinemondial.org/wp-content/uploads/2015/03/Guide-propri%C3%A9taires-occupants-Bassin-minier-Patrimoine-mondial-version-web-24.04.18.pdf>, consulté le 14 mai 2020.

15. Le système de veille de l'Unesco, qui examine régulièrement l'état de conservation des biens, peut placer le bien sur une liste du patrimoine en péril en cas de « carence d'une politique de conservation ou de menaces du fait de projets d'aménagement du territoire », ou encore sur une liste de péril prouvé s'il est constaté « une altération grave de la cohérence architecturale et urbanistique, de l'espace urbain ou rural, ou de l'environnement naturel, ou en cas de perte significative de l'authenticité historique », ce qui peut conduire à un déclassement définitif. À ce jour deux sites ont été retirés de la liste du patrimoine mondial : le paysage culturel de la ville de Dresde en 2009, à la suite de la construction du pont Waldschlösschen, et le sanctuaire de l'oryx arabe à Oman en 2007, après une réduction unilatérale de 90 % de sa superficie.

16. Direction générale des patrimoines du ministère de la Culture, *Rapport de mission, Projet d'aménagement d'une cité minière à Houdain*, 2015.

17. Extrait du dossier de consultation, MBM, février 2017.

18. Voir l'étude réalisée par Urbicand pour la MBM, « Les paysages du Bassin minier Nord-Pas de Calais, Dynamiques d'évolution et enjeux de protection d'un paysage culturel évolutif vivant

inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco, *Cahiers techniques de la MBM*, 2016, [en ligne] http://www.missionbassinminier.org/typo3conf/ext/in_docs/dl.php?id=341, consulté le 14 mai 2020.

19. Voir le programme de réhabilitation des cinq cités-pilotes du bassin minier et le guide de recommandations édité par la DRAC : Jennifer Didelon, Eric Barriol, *Réhabiliter les maisons ordinaires de l'époque industrielle*, DRAC Nord-Pas-de-Calais, 2012, [en ligne] <https://www.culture.gouv.fr/content/download/49050/file/LivretR%C3%A9habiliterlesmaisonsordinairesDrac%202012%20-%203Mo.pdf?inLanguage=fre-FR>, consulté le 14 mai 2020.

20. Entretiens individuels ou en groupes avec élus, directeurs et techniciens des structures institutionnelles et des bailleurs, et entretiens collectifs par « collèges » de techniciens de l'urbanisme et de l'habitat et par territoire : les quatre SCOT, les agences d'urbanisme, les parcs naturels, et les communautés d'agglomérations.

21. Cette étude définit le « quartier minier » comme l'unité de vie des mineurs, au sein de laquelle toutes les fonctions sont représentées et articulées selon une composition urbaine d'ensemble.

22. La question des cavaliers, traces des réseaux miniers et donc liens plus que lieux, n'a pas été abordée dans notre travail ; il s'agit d'une problématique urbaine en soi dont l'étude reste à mener.

23. Alois Riegl, *Der moderne Denkmalkultus. Sein Wesen und seine Entstehung*, Vienne-Leipzig, Braumüller, 1903 ; tr. fr. : *Le Culte moderne des monuments, son essence et sa genèse*, Paris, Seuil, 1984 ; *Le Culte moderne des monuments*, Paris, L'Harmattan, 2003.

24. Françoise Choay, *Le Patrimoine en questions. Anthologie pour un combat*, Paris, Seuil, 2009.

25. Georges Brunel, « La foire aux valeurs », *CeROArt HS* | juin 2015, [En ligne] <http://journals.openedition.org/ceroart/4639> consulté le 17 nov. 2019.

26. Il est paradoxal de noter que l'Unesco reconnaît la richesse du paysage culturel évolutif du bassin minier, qui imbrique étroitement industrie et agriculture, alors que la délimitation du bien s'est attachée à n'inclure que les traces de la mine.

27. Guy Baudelle, « Le bassin minier du Nord -Pas-de-Calais après le charbon ; la difficile gestion de l'héritage spatial », *Hommes et Terres du Nord* « Le Pays Minier après la mine », vol. 1, n 1, 1994, pp. 3-12.

28. Concept proposé par Urbicand et les paysagistes de l'Atelier de l'Isthme dans l'étude sur les paysages miniers, *op. cit.*

29. Michel Desvigne, « Le nécessaire emboîtement des échelles », *Urbanisme* « Territoires phoenix, la preuve par Euralens », Hors-série n°68, Paris, mai 2019, p. 32.

30. Maria Gravari-Barbas, « Introduction générale », *op. cit.*

31. Pierre Nora, « L'ère de la commémoration », *Les lieux de mémoire*, t. III, *Les France*, Paris, Gallimard, 1992, pp. 977-1012.

32. Voir notamment le projet de requalification de la cité du Nouveau Monde à Bruay-La-Buissière par Marc et Nada Breitman, architectes-urbanistes dans les années 1990.

33. La typo-morphologie est un modèle urbanistique imaginé dans les années 1960 par l'école italienne (Muratori, Rossi, Aymonino...) et introduite en France par l'école de Versailles (Panerai, Castex, Celeste...) pour analyser, comprendre et décrire notamment les centres urbains historiques.

34. Dans la plupart des biens Unesco, les pressions urbaines constatées sont liées à la gestion du tourisme (construction d'hôtels et équipements sauvages, etc.) et à la gentrification – une situation bien éloignée des problématiques du bassin minier.

35. La valeur vénale moyenne d'une maison minière se situe aux alentours de 70 000 €, en fonction des moyens de transports et de la situation géographique. Ce coût vient en décalage avec l'investissement nécessaire pour les mettre à niveau ne serait-ce que d'un point de vue

thermique et énergétique (environ 50 000 €), conduisant souvent les bailleurs à privilégier la construction neuve à bas coût, fortement subventionnée, et donc la démolition des existants.

RÉSUMÉS

Le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais se caractérise par un paysage, un urbanisme et une architecture résultants de deux siècles d'exploitation intensive du charbon, en transition brutale suite à l'arrêt des mines de 1960 à 1990. Avec son inscription en 2012 sur la liste du patrimoine mondial au titre de « paysage culturel évolutif et vivant », la reconnaissance de ce territoire, pensée comme une force de résilience pour une transition ambitieuse, a porté la question patrimoniale et architecturale - avec plus de 28 000 logements inscrits - sur un terrain rarement abordé et à une échelle inédite, soulevant de nombreuses questions tant pour les architectes que pour les urbanistes et paysagistes.

Nous reviendrons dans un premier temps sur les enjeux de cette reconnaissance patrimoniale quant aux projets d'architecture sur l'existant, puis nous présenterons dans un second temps le contexte et la méthode de la recherche-action menée pour le compte de la Mission Bassin Minier entre 2017 et 2019 par l'Atelier d'Architecture Philippe Prost. Enfin, dans un dernier temps nous détaillerons les résultats opérationnels de ces travaux destinés à poser les bases d'un référentiel partagé pour intervenir sur le patrimoine minier, entre préservation et évolution.

The Nord-Pas-de-Calais mining basin in France is characterized by landscapes, urban-planning and architecture that is the result of two centuries of intensive coal exploitation. The region is currently in brutal transition, after the closure of the mines from 1960 to 1990. Inscribed on the World Heritage Site list as an "evolving and living cultural landscape" in 2012, the recognition of this territory, considered a force of resilience for an ambitious transition, has raised the question of preservation and architecture - with more than 28,000 registered housings - on land rarely approached and on an unprecedented scale, raising many questions for architects and preservationists. We will first look at the challenges of this heritage recognition for existing architectural projects, then we will present the context and method of practice-led research commissioned by the Mining Basin Mission and conducted by the Atelier d'Architecture Philippe Prost between 2017 and 2019. Lastly, we will detail the operational results of this work intended to lay the foundations for a shared reference system to intervene on the mining heritage, between preservation and evolution.

INDEX

Keywords : Practice-Led Research, Architecture, Mining Heritage, Preservation, Evolution

Mots-clés : Recherche-action, Architecture, Patrimoine minier, Préservation, Évolution

AUTEURS

PHILIPPE PROST

Philippe Prost est architecte et urbaniste, président et fondateur de l'Atelier d'Architecture Philippe Prost (AAPP) dont l'œuvre bâtie a été distinguée par de nombreux prix nationaux et internationaux, membre de la Commission nationale architecture et patrimoine du ministère de la Culture. Parallèlement à sa pratique professionnelle, il est professeur à l'ENSA Paris Belleville et chercheur au laboratoire IPRAUS, où il travaille sur les thématiques de l'architecture militaire et de la fortification, ainsi que sur les questions patrimoniales relatives à l'architecture, à la ville et au paysage du XVIII^e au XX^e siècle.

Il a notamment publié *Vauban, le style de l'intelligence*, Paris, Archibooks, 2008, distingué par le prix du livre d'architecture ; *Le mémorial international de Notre-Dame-de-Lorette*, Paris, Les édifiantes, 2014 ; la 11^e leçon inaugurale de l'École de Chaillot, *Pas de création sans mémoire*, Paris, Cité de l'architecture et du patrimoine, 2016 ; et *Par art et par nature, architectures de guerre*, Paris, Les édifiantes, 2019.

LUCAS MONSAINGEON

Lucas Monsaingeon est architecte, associé et directeur de projet au sein de l'Atelier d'Architecture Philippe Prost. En parallèle il mène un travail de thèse en architecture par le projet au sein de l'École Universitaire de recherche humanités, création, patrimoine de l'université CY Cergy Paris et du laboratoire LéaV de l'ENSA Versailles sur le sujet du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais comme patrimoine évolutif et vivant.